UNIVERSALIA 2005

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

sage européen auprès des populations : comment continuer à convaincre Estoniens, Lettons et Lituaniens des bienfaits de l'adhésion à une Union qui exigeait une telle rigueur, mais se révélait elle-même si versatile ?

Quel euro-scepticisme balte ?

Si ces élites, à de rares exceptions près, ont unanimement soutenu le processus d'adhésion à l'U.E., en revanche, on a parfois craint que les atermoiements européens n'accroissent la méfiance des populations. Portées par l'euphorie du retour à l'Occident, les opinions publiques baltes se sont montrées d'abord très enthousiastes. Puis cette phase a laissé place à une période de plus grande incertitude, liée aux sacrifices exigés (parfois d'ailleurs exagérément imputés à l'enjeu européen), mais aussi à l'ostracisme dont Lettons et Lituaniens se sont sentis victimes en 1997 : les Lituaniens ont bien compris que Bruxelles exigeait, avant d'entamer des négociations, qu'ils s'engagent à fermer la centrale nucléaire d'Ignalina, certes pour des raisons de sécurité, mais aussi pour s'offrir l'opportunité d'un nouveau marché nucléaire à l'Est. Les Lettons, quant à eux, ont analysé la décision de Bruxelles comme l'effet de la pression russe. En effet, Moscou a multiplié les interventions auprès des instances européennes afin qu'elles exigent de Riga toujours plus d'assouplissement dans sa politique d'intégration de la population russophone de Lettonie.

C'est donc sans illusion, mais aussi sans hésitation, que les Baltes ont approuvé par référendum l'adhésion européenne en 2003, répondant « oui » à 67 p. 100 en Estonie et en Lettonie, et à 91 p. 100 en Lituanie. Les résultats des élections parlementaires européennes de juin 2004, outre le faible taux de participation enregistré, comme un peu partout en Europe, ont été l'occasion également dans les États baltes de votes sanctions de portée nationale. On ne peut pourtant y voir un réel danger de déstabilisation pour ces trois nouveaux États européens, fiers, à juste titre, de leur parcours sans faute.

En revanche, ils ont déjà fait comprendre qu'ils feraient entendre leur voix dans cette U.E. à vingt-cinq, où ils se savent à la fois « petits » et « nouveaux », par rapport à de « grands » pays « anciens ». Estimant que leur adhésion ne s'est pas faite au rabais, ils sont prêts à apporter beaucoup à l'Europe élargie : leur dynamisme, leur jeunesse et aussi leur expérience de coopération avec le grand voisin russe.

CÉLINE BAYOU

Enjeux et actualités.
POLOGNE ;
UNION EUROPÉENNE (les enjeux de l'élargissement).

Bibliographie

• C. BAYOU & M. CHILLAUD, « L'Europe à la recherche de sa frontière septentrionale », in *Géoéconomie*, n° 19, automne 2001 • T. LANE, *Lithuania. Stepping Westward (Postcommunist States and Nations)*, Routledge, Londres, 2001 • *Le Courrier des pays de l'Est*, bimestriel, La Documentation française-Regard sur l'Est, trimestriel, www.regard-est.com • S. NIES, *Les États baltes, une longue dissidence*, A. Colin, Paris, 2004 • A. PABRIKS & P. ALDIS, *Latvia. The Challenges of Change*, Routledge, 2001 • D. J. SMITH, *Estonia. Independence and European Integration, ibid.*, 2001.

• *Universalia 1995* : « L'Espace économique balte », P. Denoix.

• *Universalia 2001* : « Le Processus d'intégration à l'Union européenne », E. Lhomel.

Universalia 2005

États-Unis

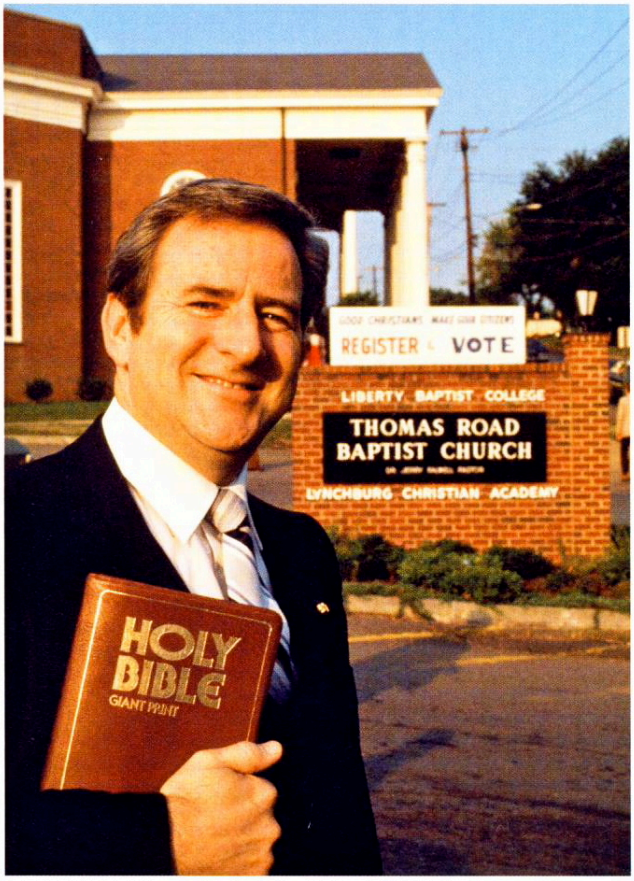
L'emprise du religieux sur le politique

Les élections américaines de novembre 2004 ont confirmé une tendance lourde : Dieu semble plus que jamais l'indispensable colistier des candidats à la présidence. Durant les années 1960, plus d'un Américain sur deux estimait que les Églises ne doivent pas être impliquées en politique. Aujourd'hui, la même enquête révèle que plus d'un sondé sur deux préfère le contraire (données Gallup). Le 11 septembre 2001 aurait-il exacerbé les réflexes religieux des Américains ?

Vote et pratique religieuse

Suivant une enquête du Pew Forum on Religion and Public Life, par rapport à la présidentielle de 2000, 3,5 millions de protestants évangéliques et 3,5 millions de catholiques supplémentaires ont voté en faveur de George W. Bush en 2004. Porteur d'une image de piété démonstrative et fervente, le président républicain doit largement sa réélection au vote religieux (protestant comme catholique, mais aussi mormon ou juif). C'est la pratique cultuelle qui fournit la corrélation la plus forte. Plus un électeur américain est pratiquant, plus il a voté Bush. Plus l'électeur est religieusement « tiède », plus il s'est prononcé en faveur de John Kerry, peu réputé pour son zèle chrétien. Les deux tiers des pratiquants hebdomadaires (qui pèsent 40 p. 100 du total de l'électorat) se sont déterminés pour le candidat républicain. À l'opposé, les non-pratiquants ont choisi dans une même proportion le candidat démocrate... mais ils ne représentent, eux, que 15 p. 100 du total des électeurs. Les deux familles religieuses les plus soucieuses de mobiliser leurs fidèles, soit les protestants évangéliques (un quart de la population) et les catholiques (un cinquième de la population), ont toutes deux voté en majorité pour le candidat Bush : ce serait le cas de 78 p. 100 des évangéliques blancs et de 52 p. 100 des catholiques (données Pew Research Center).

La centralité des valeurs morales constitue un autre témoin du poids de la religion sur l'actualité politique américaine : pour 22 p. 100 des électeurs, c'est la morale qui a déterminé le vote, contre 20 p. 100 l'économie, 19 p. 100 le terrorisme et 15 p. 100 la situation irakienne. Or la question morale est traditionnellement posée par les Églises (même si elles n'en sont pas propriétaires). Bien que John Kerry ait été le premier candidat catholique à la présidence depuis John Fitzgerald Kennedy (1960), les conceptions morales de George Bush sur l'avortement et le mariage homosexuel ont rallié une majorité de catholiques. Enfin, tous les commentateurs ont souligné l'étonnante capacité des réseaux religieux à battre le rappel de leurs fidèles. Tandis qu'une mobilisation des abstentionnistes (souvent de milieux populaires) a toujours été associée à une victoire démocrate, elle a joué, cette fois-ci, en faveur du président sortant. Le mérite en est revenu pour partie au zèle militant des Églises et des paroisses, galvanisées par le souci de défendre la famille chrétienne traditionnelle contre la menace du mariage homosexuel. Ces données invitent à faire coïncider la présidence G. W. Bush avec un triomphe de la droite chrétienne.



Le télé-évangéliste Jerry Falwell, dirigeant du lobby fondamentaliste « Moral Majority » de 1979 à 1987, pose devant l'église baptiste de Thomas Road fondée par lui en 1956 à Lynchburg (Virginie), lors de la campagne électorale de Ronald Reagan de 1980. (W. McNamee/ Corbis)

Le poids de la droite chrétienne

Les quinze États qui comptent la plus forte proportion de protestants évangéliques ont tous voté en faveur de Bush aux élections 2004, formant un total de 121 grands électeurs. Les hérauts de la droite chrétienne, à commencer par le jeune loup Ralph Reed et les vétérans Jerry Falwell et Pat Robertson, pouvaient triompher : « la foi, ça marche ». La droite chrétienne, qui a regroupé lors de la Convention républicaine de 2004 plus d'un quart des délégués, campe dans le paysage politique américain depuis vingt-cinq ans, mais ses racines sont plus anciennes. Elle rassemble principalement la frange conservatrice des protestants, appartenant au courant dit « évangélique », qui défend la centralité de la Bible, une morale stricte et la nécessité d'une conversion des fidèles, « nés à nouveau » (*reborn in Christ*). Mais elle séduit au-delà, notamment parmi les catholiques conservateurs.

La décision de la Cour suprême *Roe v. Wade* qui a légalisé l'avortement en 1973 a constitué une étape importante dans la constitution du mouvement. Le bicentenaire des États-Unis, en 1976, a ensuite nourri, sur les décombres de l'affaire du Watergate et de la guerre du Vietnam, la thématique du « retour à l'héritage chrétien » des pères fondateurs. C'est sous la présidence de Jimmy Carter (1976-1980), un évangélique fervent, mais jugé beaucoup trop « libéral » (au sens américain, c'est-à-dire progressiste, de gauche), que s'est cristallisée pour la première fois la mouvance chrétienne conservatrice sous la forme d'une organisation ambitieuse, la Moral Majority (1979) du prédicateur baptiste fondamentaliste Jerry Falwell. Succédant à des dizaines de *rallies* « I love America » organisés sur les marches du capitole de chaque État, un rassemblement de près d'un demi-million d'évangéliques (en majorité pentecôtistes) proclamait, au printemps 1980, « Washington for Jesus ». La campagne présidentielle de Ronald Reagan a reçu un soutien considérable (et, à certains égards, décisif) de la droite chrétienne. Ses représentants, à commencer par Jerry Falwell mais aussi Pat Robertson (fondateur de la Christian Coalition en 1989), Ralph Reed, Ed Dobson, n'ont cessé depuis de défrayer la chronique par leurs efforts répétés pour influer sur la scène politique.

Souvent issus de la *Bible Belt*, région du sud des États-Unis marquée par une empreinte fondamentaliste, ces activistes ont fait un choix : celui de rompre avec un isolationnisme jusque-là dominant, pour porter le fer au cœur du débat politique. La seule manière pour les États-Unis de retrouver leur grandeur serait de voir la Maison-Blanche endosser la mythologie puritaine de l'alliance avec le dieu d'Abraham et de Jésus-Christ. Au nom d'une hypothétique « majorité morale » qui oscille entre populisme et manichéisme, ils sont parvenus à influer directement sur le jeu politique américain. Toujours très actifs aujourd'hui, ils s'arc-boutent sur leur projet : sauver l'Amérique de « l'humanisme séculier » (*secular humanism*), considéré comme une pseudo-religion mortifère, synonyme de perte identitaire. Entre Bible et bulletin de vote, ils clament leur hostilité à la libéralisation des mœurs, à l'avortement et à la sécularisation de la société, d'où l'appel à réintroduire la prière dans les écoles publiques et l'insistance sur le créationnisme.

Quelle « majorité morale » aux États-Unis aujourd'hui ?

Toutefois, en dépit des victoires républicaines accumulées de Ronald Reagan jusqu'à la réélection de George W. Bush en 2004, les ténors de la droite chrétienne n'ont globalement pas atteint leurs objectifs. Leur poids électoral direct s'est réduit en réalité à environ deux millions d'électeurs, concentrés surtout dans le Sud et le Midwest. Lors des primaires républicaines de 1988 dans les États du Sud, un sondage révéla que, parmi les électeurs évangéliques et fondamentalistes, 44 p. 100 entendaient voter pour Bush père contre seulement 14 p. 100 pour Pat Robertson, qui se voulait pourtant leur représentant. Cet impact mitigé est suffisant pour peser sur les élections, mais bien trop faible pour infléchir la législation fédérale, et encore moins le mouvement des mœurs. Pendant que Falwell et Robertson occupent la scène médiatique, le nombre de femmes dans la vie active a continué à augmenter aux États-Unis, ainsi que les taux de divorce, le pourcentage d'avortements et de naissances hors mariage, tandis que l'homosexualité ou la pornographie sont de plus en plus acceptées. Quant à la prière, elle reste bannie de toutes les écoles publiques américaines. Bien plus : en juin 2000, les juges de la Cour suprême désavouent les partisans de la prière sur les stades scolaires. Les évangéliques peinent de plus en plus à se faire accepter dans certains campus, comme à Harvard où l'InterVarsity Christian Fellowship – l'une des plus anciennes organisations associatives d'étudiants évangéliques, fondée à Cambridge en 1877 – apparaît aux yeux de l'Université comme une organisation « discriminatoire » qu'elle ne veut plus reconnaître. Le 28 août 2003, après une longue bataille judiciaire, un monument de plus de deux tonnes commémorant les Dix Commandements était enlevé de la cour du bâtiment de la justice fédérale de l'Alabama. Roy Moore, le *chief justice* de la Cour suprême de cet État, qui avait tant fait pour le main-

tien du monument, était suspendu le 14 novembre pour s'être opposé aux directives fédérales. Peu avant, le 26 juin 2003, la Cour suprême déclarait (par six voix contre trois) dans l'arrêt *Lawrence v. Texas* que la sodomie est une attitude protégée par la Constitution. Au printemps de 2001, l'éditorial de *Christianity Today* constatait, en s'appuyant sur un livre d'Alan Wolfe (*Moral Freedom*) : « il y a une majorité morale en Amérique [...]. Il s'avère qu'elle rassemble ceux qui veulent se faire leur propre idée ». Même les fameux 22 p. 100 d'électeurs, en novembre 2004, qui ont placé les valeurs morales au premier plan, doivent être relativisés. Aux élections de 2000, ils étaient 35 p. 100, et en 1996, 40 p. 100 ! Ce qui signifie que le vote religieux « moral » tend en réalité à décliner et non à s'imposer.

Devant ces résultats plus que mitigés, plusieurs ténors de la droite chrétienne ont décidé, à la fin des années 1990, d'abandonner toute militance politique directe, considérant que, « aveuglé par la puissance », leur mouvement s'était fourvoyé dans une voie sans issue (E. Dobson et C. Thomas, *Blinded by Might. Can the Religious Right save America ?*, 1999). Bien qu'incapables d'imposer un candidat « religieux » directement issu de leurs rangs, les fondamentalistes tentés par la politique demeurent cependant, aujourd'hui, suffisamment puissants pour influer sur les élections, infléchir les programmes du Parti républicain et placer au cœur du débat public les questions qui leur sont chères. En politique étrangère, leur appui inconditionnel à l'État d'Israël, qu'ils tiennent pour un signe historique de l'accomplissement des prophéties bibliques, en est l'un des meilleurs exemples. Appuyés par des réseaux locaux et des infrastructures scolaires et médiatiques d'une grande efficacité, ils influencent une frange de population qui dépasse largement les 2 millions d'électeurs prêts à voter directement pour leurs candidats. Mais la politique américaine n'est pas leur otage. En dépit de ses convictions religieuses personnelles, le président des États-Unis doit tenir compte de la sécularisation progressive de la société (la pratique religieuse régulière déclarée, aujourd'hui de 40 p. 100, est à la baisse), et il ne saurait surtout se permettre d'enfreindre la traditionnelle séparation des Églises et de l'État qui, depuis Jefferson, règne outre-Atlantique. Il lui revient de fédérer les citoyens dans un ensemble de croyances consensuelles qui transcendent les préférences partisanes et confessionnelles. Ce ciment identitaire a pour nom la religion civile (*Civil Religion*).

G. W. Bush et les mutations de la religion civile

Le concept de religion civile doit son origine à Jean-Jacques Rousseau, qui imagine dans le *Contrat social* une religion destinée à assurer la cohésion morale de la société politique. Mais il a été retravaillé dans le contexte américain à partir de 1966 par le sociologue Robert Bellah, dans le sens d'une sacralisation de l'identité communautaire, forme de religion générique que l'on peut caractériser par cinq thématiques : la référence à l'héritage W.A.S.P. (*White Anglo-Saxon Protestant*) des pères fondateurs,

Pour les chrétiens évangéliques, le Diable est forcément derrière la décision du juge fédéral ordonnant, en juin 2003, l'enlèvement du monument des Dix Commandements, placé pendant deux ans dans le hall du palais de justice de l'État d'Alabama, à Montgomery. (J. Martin/ EPA/ Sipa)

Tout à l'opposé de son père, fidèle de la vieille Église épiscopalienne de la côte est (« l'Église congelée de Dieu », selon une expression humoristique de ses membres), George W. Bush a adopté le style messianique et imprécateur des chrétiens évangéliques de la « Bible Belt » des États du Sud... pour la plus grande gloire de Dieu, ou des États-Unis ? (B. Kraft/ Corbis)

l'accent sur la foi et la prière, l'individualisme, le messianisme et l'optimisme. La religion civile tend à cimenter un melting-pot hétérogène autour de convictions communes, teintées de religiosité et d'espérance dans la force de l'*american dream*. Elle a pour fonction de légitimer la nation, de l'unir dans les moments difficiles. Cela signifie que, dans un pays religieusement pluriel comme les États-Unis, il est hors de question qu'elle soit l'expression exclusive d'une famille religieuse particulière, quels que soient les penchants personnels du président en exercice. Un jeu serré oppose traditionnellement les forces religieuses du pays dans la gestion de la religion civile. Si on attend d'elles un rappel, si possible consensuel, des valeurs morales et de la providence divine (« *in God we trust !* »), on ne leur demande certainement pas de déterminer la politique en cours. Principalement à usage interne, la religion civile peut aussi se projeter vers l'extérieur, lorsque des circonstances exceptionnelles exigent une intervention américaine massive. C'est précisément dans cette période que s'ouvre la seconde présidence Bush. Aux lendemains de l'élection de 2004, tout indique que l'exécutif américain entend bien s'appuyer sur le ciment représenté par la *Civil Religion* pour bâtir la grandeur des États-Unis, mais aussi modeler le monde du XXIe siècle.

Le 3 novembre 2004, le président Bush n'a pas manqué, dans son discours de victoire, de faire référence à deux convictions parmi les mieux partagées dans son pays : l'optimisme et le messianisme. « Quand nous nous unissons et travaillons ensemble, il n'y a pas de limites à la grandeur de l'Amérique ». Cette profession de foi, cette croyance quasi religieuse dans la puissance américaine ne surprend guère, chez un homme réputé pour sa ferveur. Elle s'inscrit en partie dans la culture protestante évangélique, marquée par l'importance de la conversion et de l'engagement personnels. Depuis les années 1960, avec le prédicateur Billy Graham, « star » religieuse hors catégorie aux États-Unis, cette identité américaine colore la religion civile du pays, précédemment plutôt dominée par les Églises *mainline* (héritières des Églises établies des temps coloniaux). Remobilisé dans sa foi par une rencontre avec Billy Graham en 1985, le président George Bush emprunte aujourd'hui nombre de traits chers aux évangéliques. Cependant, divers indicateurs plaident pour un basculement actuel de la *Civil Religion* américaine vers un nouveau stade. Le transfert d'attributs divins sur la puissance américaine (« sans limites »), l'influence décisive des néo-conservateurs à la Maison-Blanche (idéologues détachés du christianisme), l'exaltation unipolaire de la force militaire comme moyen de salut invitent à s'interroger : le président Bush n'utilise-t-il pas plus les religions qu'il n'est utilisé par elles, au service d'un agenda politique où c'est la gloire de l'Oncle Sam, et non celle de Dieu, qui mobilise tous les efforts ?

SÉBASTIEN FATH

Enjeux et actualités.
ÉTATS-UNIS (les enjeux de l'élection présidentielle).

Vies et portraits.
KERRY (J.F.).

Bibliographie

• R. BELLAH & P. HAMMOND, *Varieties of Civil Religion*, Harper & Row, San Francisco, 1980 • M. BEN BARKA, *La Nouvelle Droite américaine. Des origines à l'affaire Lewinski*, éditions du Temps, Paris, 1999 / S. FATH, *Militants de la Bible aux États-Unis, évangéliques et fondamentalistes du Sud*, Autrement, Paris, 2004; *Dieu bénisse l'Amérique. La religion de la Maison-Blanche*, Seuil, Paris, 2004 • I. RICHET, *La Religion aux États-Unis*, coll. Que sais-je ?, P.U.F., Paris, 2001.

• *Universalia 2001* : « George Walker Bush », A. Foucrier.

• *Universalia 2003* : « *L'Holocauste dans la vie américaine*, de P. Novick », A. Kaspi.